

Henri J. M. CLAESSEN and Peter SKALNIK (Eds.) : The Early State. New Babylon. Studies in the Social Sciences 32, Mouton, Paris-La Haye-New York, 1978, XII + 689 p.

Jean-Claude Muller

Problèmes urbains

Volume 4, Number 1, 1980

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/000954ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/000954ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)

1703-7921 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Muller, J.-C. (1980). Review of [Henri J. M. CLAESSEN and Peter SKALNIK (Eds.) : The Early State. New Babylon. Studies in the Social Sciences 32, Mouton, Paris-La Haye-New York, 1978, XII + 689 p.] *Anthropologie et Sociétés*, 4 (1), 181–185. <https://doi.org/10.7202/000954ar>

COMPTES RENDUS

Henri J.M. CLAESSEN and Peter SKALNIK (Eds.) : *The Early State*. New Babylon. Studies in the Social Sciences 32, Mouton, Paris-La Haye-New York, 1978, XII + 689 p.

Voici une contribution importante à la littérature consacrée à l'État, plus particulièrement à « l'État primitif » c'est-à-dire pré-industriel et pré-capitaliste. Bien qu'on ait pu dire que l'État en tant que concept n'avait que peu de valeur heuristique¹, il n'en reste pas moins qu'on tourne encore autour du pot pour cerner, non plus le concept, mais cette réalité tangible, bien que difficile à définir, que sont les États concrets. L'ouvrage se propose comme point de départ de faire le bilan de la littérature récente sur l'État, d'en dégager les acquis et de vérifier ensuite les hypothèses tirées de cet examen par une analyse de plusieurs cas. Suivant cette problématique, ce volumineux ouvrage de six cent cinquante pages de texte est divisé en trois parties, a) Thèse, b) Antithèse, c) Synthèse. Le premier chapitre de la première partie discute la littérature récente traitant de l'État; en prenant appui sur certains auteurs très actuels, particulièrement Krader, Carneiro et Service, les éditeurs du volume font une évaluation brève mais très complète des théories de l'origine de l'État, débutant par Engels mais laissant de côté les penseurs plus anciens, Hobbes, Montesquieu, Rousseau, Bodin, etc., dont les vues sont plus de l'ordre d'une projection personnelle gauchie en fonction d'un passé mythique à reconstituer ou d'un futur hypothétique à créer. Après une discussion des thèses de Engels, les éditeurs passent en revue les théories d'Oppenheimer, de Lowie, de Thurnwald, de Westermann, de Steward, de Wittfogel, de Childe, d'Adams, de Fried, de Cohen et enfin de Goldman. Toutes ces théories peuvent facilement être divisées en deux grands groupes, le premier qui voit l'État tirant son origine d'inégalités sociales qu'il s'agit de maintenir, la seconde prétendant que l'État dérive plutôt d'une sorte de « contrat social » unissant gouvernants et gouvernés pour le bénéfice mutuel de tous.

Reste le problème de la définition de l'État primitif; les éditeurs sont bien conscients que la frontière entre États et non États, et plus particulièrement entre chefferies et État, est difficile à tracer et que certaines formations sociales sont des États selon certains critères classificatoires et n'en sont pas selon d'autres. Les auteurs proposent sept caractéristiques principales qui serviraient à définir l'État primitif : 1) un nombre assez élevé de personnes pour permettre une stratification et une spécialisation des rôles; 2) la citoyenneté déterminée par la naissance ou la résidence dans un territoire défini; 3) un gouvernement centralisé qui a le monopole de la force ou de la menace d'utiliser la force; 4) cette entité politique est indépendante et peut empêcher les fissions; 5) la productivité permet d'engendrer un surplus utilisé pour l'entretien de l'organisation étatique; 6) une stratification sociale divise gouvernants et gouvernés; 7) une idéologie commune est à la base de la légitimité des gouvernants. Ces sept caractéristiques ont été tirées des définitions de l'État données par maints auteurs mais ceci ne signifie pas que toutes ces caractéristiques ont été causes du développement de l'État car elles peuvent tout aussi bien en être des conséquences, l'exercice étant ici de donner une définition opérationnelle d'une certaine forme de société ou d'un certain stade de l'évolution d'une société.

À partir de cette définition minimale de l'État primitif, d'autres caractéristiques permettent aux éditeurs de grouper les États primitifs en trois types: a) l'État en voie de formation (inchoate state), qui est encore largement dominé par la parenté, où la distance

¹ G. Balandier, *Anthropologie politique*, P.U.F., Paris, p. 145.

entre gouvernants et gouvernés n'est pas grande et où les impôts prennent plutôt une forme *ad hoc*; b) l'État primitif typique (typical state) où les liens territoriaux s'équilibrent avec ceux de la parenté, où la compétition pour les offices contrebalance l'hérédité de certains postes et où les officiers nommés au mérite jouent un grand rôle dans le gouvernement; c) l'État en transition (transitional state) où les officiers nommés dominent l'appareil d'État et remplacent la parenté, où la propriété privée fait son apparition et où le marché joue un rôle important, permettant l'apparition de classes sociales antagonistes. Cet État en transition donne l'État achevé (mature state) tel qu'on le connaît depuis quelques siècles chez nous.

Le but explicite du volume est de tester, à partir de la définition générale donnée ci-dessus, les quatre hypothèses suivantes : 1) ces sept caractéristiques sont-elles toujours applicables; 2) quelle est la définition minimale de l'État primitif; 3) la division postulée en trois types d'États primitifs se confirme-t-elle dans la réalité; 4) quel est le processus le plus répandu de formation de l'État et se conforme-t-il à l'une plutôt qu'à l'autre des deux théories de l'origine de l'État (maintien des inégalités ou contrat social) ?

Avant de passer aux cas proprement dits, trois chapitres théoriques complètent encore cette première partie. Le premier, de Ronald Cohen, discute de problèmes de définition et examine ensuite les divers facteurs associés à l'apparition de l'État, notamment les facteurs écologiques et démographiques, les relations extérieures, les relations intérieures et les facteurs culturels. Une critique dense et serrée des auteurs qui ont utilisé l'un ou l'autre de ces facteurs – ou plusieurs en constellation – pour expliquer l'apparition de l'État, conclut que ni la densité démographique, ni le commerce à longue distance, ni la localisation particulière, ni les guerres, ni la conquête, ni la défense du territoire, ni les querelles internes ou les bénéfices escomptés d'une forme de contrôle plus centralisée et permanente ne sont suffisants en eux-mêmes à « expliquer » l'apparition de l'État. Certains de ces facteurs ne sont même pas toujours présents lors de son émergence ce qui montre bien souvent que l'on a pris les conséquences de l'apparition de l'État pour sa ou ses causes. Mais quelle que soit la ou les raisons particulières qui mettent en branle le processus, les résultats de celui-ci tendent en gros à être comparables même si les séquences suivent des trajectoires différentes. La structure formelle de l'État conduit à un processus de rétroaction entre celle-ci et le reste de la société ce qui explique pourquoi des États aussi divers que la Chine ancienne, l'Égypte antique, le royaume inca, l'Europe ancienne et les États ouest-africains montrent tant de similarités dans leur fonctionnement. Cet article est tout à fait remarquable et servirait les lecteurs pressés qui voudraient connaître rapidement le bilan des débats sur les causes de l'origine de l'État. Tout au plus pourrait-on lui reprocher de passer un peu cavalièrement sur l'importance de l'idéologie – ou de la religion – comme cause active de la formation de l'État – ou du moins de certains – (pp. 62-65); Cohen voit la puissance surnaturelle du souverain s'accroître à mesure que l'État s'agrandit, les puissances du souverain renforçant l'État et *vice versa*. C'est une conception bien mécaniste qui est battue en brèche par de nombreux exemples de petites chefferies où l'on retrouve les mêmes caractéristiques supposément typiques de l'État. Qu'il y ait continuité dans bien des cas entre formations pré-étatiques et l'État qui leur succède nous semble aller de soi mais l'important est d'analyser le contenu de ces idéologies et voir s'il reste le même ou s'il change lorsque la société devient un État. Les rites peuvent devenir plus voyants mais le contenu peut rester le même, une différence somme toute bien minime. Nous reviendrons d'ailleurs sur ce point important en conclusion.

Le second article, d'Anatolii Khazanov, examine certains points précis comme celui des États secondaires qui ont été créés par la conquête ou par imitation et qui n'ont donc pas passé par le stade de l'État primitif, celui des rapports entre la forme d'État possible et les structures économiques et technologiques, celui des surplus et de l'exploitation ainsi que celui des origines et des développements différents que peuvent prendre les États primitifs. La conclusion : il n'y a pas de règle universelle.

Lawrence Krader soutient, dans le dernier chapitre de l'introduction, que l'État est le résultat de la division de la société en classes sociales, une classe productive qui entretient une classe non productive et il examine cette proposition chez les nomades d'Asie. Mais cette opinion, qui prend son point de départ dans les généralisations du marxisme 'orthodoxe' semble plutôt s'appliquer à des États bien établis et, comme les éditeurs le font remarquer en conclusion, la division très tranchée en classes sociales antagonistes serait une conséquence de l'État plutôt que sa cause, au moins dans la plupart des cas, dont celui analysé par Krader mais, ajouterions-nous, certains exemples africains² montrent aussi que certaines contradictions à l'intérieur d'une classe sociale dominante dans une société sans État amènent quelquefois la création de l'État pour les résoudre.

Le livre se continue par l'analyse de vingt cas d'États primitifs pris un peu partout et à diverses époques. Ceux-ci présentés alphabétiquement, allant du royaume d'Angkor aux États zandé ce qui fait sauter le lecteur de continent à continent. Mentionnons simplement les autres États examinés; en Afrique on a : Ankole, Axum, l'Égypte ancienne, l'État galla de Jimma Abba Jifar, le royaume kuba, les États primitifs du bassin voltaïque et les cités-États yoruba; l'Amérique est représentée par les Aztèques et les Incas, l'Asie par la Chine antique, les États de la Géorgie ancienne, l'État kachari de l'Inde du nord-est, l'État maurien, aussi aux Indes, et les Sythes; l'Europe nous donne le début de l'État français et l'État primitif en Norvège; enfin, l'Océanie est présente avec Hawaï et Tahiti, les Mongols étudiés par Krader dans la première partie amenant le total à vingt et un cas. Il est hors de question ici de rapporter tous ceux-ci en détail; ils forment l'essentiel du volume – environ quatre cent vingt pages – mais on peut faire quelques remarques d'ordre général. Les contributions sont toutes d'un haut niveau et se confinent à l'exposé des faits sans s'embarquer dans des extrapolations lyriques comme on en a, hélas !, trop l'habitude dans la littérature francophone lorsqu'on parle des attributs ou de l'essence effrayante ou structurellement répressive de l'État sans tenir compte des faits. Point ici d'« États prétextes » à exhiber ses propres fantasmes et projections. Le tout est clair, précis et concis et le ton est mesuré. Les contributeurs sont soit historiens, soit anthropologues, certains de ceux-ci basant leur contribution sur des sources écrites et n'ayant pas fait eux-mêmes de terrain dans les populations dont ils parlent. On remarque, ça et là, quelques assomptions assez suspectes mais elles ne gauchissent jamais beaucoup la substance des articles : on apprend par exemple que certaines sociétés n'ont pas su ou pas voulu, ou encore pas pu se dégager du « stade tribal » pour passer à un stade plus « progressiste », l'État. Que voilà un évolutionnisme bien mécaniste et tout informé encore par une idée bien ethnocentrique du progrès qu'on croyait bannie à jamais, du moins chez les spécialistes. Quelques perles de ce genre sont probablement inévitables dans un tel ouvrage qui réunit des collaborateurs de différents horizons mais ce sont des points vraiment mineurs et il faut féliciter les éditeurs d'avoir tenu la gageure de produire tous ces textes selon un mode assez uniforme qui puisse permettre la comparaison et le test des hypothèses, ceci à la fin du livre.

Cette troisième partie, la synthèse, comprend quatre chapitres. Le premier se propose de comparer les données des vingt et un cas et de déceler les similarités – et quelquefois les différences – dans les institutions des différents États de l'échantillon. H.J.M. Claessen, l'auteur dudit chapitre, fait un exposé méthodologique sur la représentativité des cas considérés et conclut, en citant Nadel, qu'un certain nombre de cas soigneusement étudiés doit suffire à faire ressortir les caractéristiques du problème à analyser. Les caractéristiques de l'État primitif sont ensuite dégagées; comme il y en a cinquante et une, nous n'allons pas en donner ici la liste complète mais rapporter les faits saillants. L'État primitif a toujours un territoire distinct, il est indépendant, n'est pas tributaire d'une densité de population donnée ni même d'une population globale déterminée, il

² Pierre Bonte, « Kinship and politics. The formation of the State among the pastoralists of the Sahara and the Sahel », (conférence inédite).

possède une capitale — quelquefois tournante —; on y trouve généralement du commerce à longue distance, des marchés et une certaine spécialisation du travail; l'État primitif produit des surplus mais l'irrigation, qu'on avait souvent citée comme une des caractéristiques de l'État primitif voire même la raison de son origine — qu'on se rappelle les discussions sur le M.P.A. — ne s'y retrouve que dans huit cas. L'État primitif est stratifié en : a) un souverain, sa famille et une aristocratie (prêtres, chefs de guerre, etc.) et b) au moins une autre strate, celle des gouvernés. À l'intérieur de celle-ci on peut trouver des hommes libres, des métayers et des esclaves en proportion variable. Une stratification en trois classes ou trois strates se présente dans plusieurs cas mais, comme le dit l'auteur, c'est la définition de la classe moyenne qui pose le plus de problèmes. La production est le lot de la classe inférieure et toutes les catégories — sauf les marchands — doivent effectuer des services pour le bénéfice de l'État et tous, ou presque, doivent payer des impôts. L'accès aux moyens de production, principalement les terres, est souvent inégal. Le souverain tire la plupart de ses revenus des tributs qu'on lui rend et la source principale des revenus des hommes libres et des métayers est l'agriculture, quelquefois agrémentée d'une certaine dose de pastoralisme. La légitimation du souverain se fait par une charte mythique — sauf dans un cas fort intéressant d'un État créé de toutes pièces par imitation —; le souverain est « sacré » dans la plupart des cas et il est l'élément médiateur principal entre ses sujets et la 'surnature' et, sans toujours être un prêtre, il doit effectuer des rites; il promulgue des lois, quelquefois assisté d'un conseil; il est le juge suprême et possède quelquefois une force de police quoique cet aspect ne ressorte pas clairement des contributions; il est aussi le chef de l'armée et se fait assister d'un corps de garde — dans deux cas formé de femmes — et d'une armée permanente le plus souvent. Le souverain fait des dons à ses sujets et rémunère les services rendus. En tant qu'intercesseur avec la 'surnature' et le garant de l'ordre aussi bien cosmique que temporel ainsi que de la prospérité, les prestations dues au souverain sont perçues comme un échange et non comme une exploitation. C'est lorsque l'aspect de réciprocité ne joue plus, pour diverses raisons, que l'État achevé s'installe et que la lutte des classes est concevable, l'échange étant alors vécu proprement comme exploitation. Enfin l'État primitif possède un appareil administratif avec délégation des pouvoirs et un certain nombre de fonctionnaires spécialisés; le souverain visite souvent ses administrés pour récolter les tributs et pour garder le contact. Les hypothèses faites dans l'introduction sont entièrement confirmées par cette analyse structurale, structural étant ici à entendre dans le sens fonctionnel d'une analyse des structures (on peut penser que le terme d'analyse structurale serait une meilleure traduction de l'anglais 'structural'). Mais l'État primitif est aussi un processus et les trois catégories postulées dans l'introduction, soit l'État en formation, l'État typique et l'État en transition sont aussi validées par la comparaison des données.

Le second chapitre, de Peter Skalník, s'occupe justement d'analyser l'État primitif comme un procès, une dynamique, en évaluant l'évolution des sphères suivantes : l'administration, l'économie, l'idéologie, l'armée, la politique en mesurant leurs variations et surtout leurs ajustements respectifs à mesure des changements apportés à l'État primitif ceci dans le sens d'une spécialisation de plus en plus poussée.

L'avant-dernier chapitre examine les débuts et la fin de l'État primitif tel que défini dans les deux chapitres précédents. Les auteurs insistent sur le fait que bien des caractéristiques de l'État primitif sont déjà présentes dans des formations sociales qui le précèdent, comme les chefferies par exemple, dont les différences d'avec un État proprement dit résident dans la possibilité de fission alors que l'État bannit cette possibilité. La conclusion principale est que l'État est le résultat d'un ou de plusieurs événements ou d'une ou de plusieurs circonstances mais sans que ceux ou celles-ci n'aient été explicitement dirigés vers ce but. Les facteurs responsables et agissants peuvent être : 1) l'accroissement de la population, 2) la guerre ou les raids, 3) la conquête, 4) l'augmentation de la production, 5) l'idéologie et la légitimité, 6) l'influence d'États déjà en place, étant entendu qu'aucun de ces facteurs n'est déterminant ni nécessairement agissant dans

l'absolu puisqu'on peut les trouver à l'œuvre dans des sociétés qui ne les utilisent pas comme catalyseurs pour former des États. Il semble que chacun de ces facteurs, et ils ne sont pas nécessairement tous présents et également déterminants dans chaque cas, entraîne les autres dans un processus de rétroaction dès que le processus se met en marche.

Basé à l'origine sur la réciprocité et sur une idéologie des forces surnaturelles du souverain, l'État primitif se dégage de ces aspects pour mettre l'accent sur l'appareil judiciaire et gouvernemental qui peuvent bientôt se passer des caractéristiques originelles et donner naissance à l'État achevé. Les auteurs se proposaient aussi d'évaluer le rôle des classes sociales dans la formation de l'État primitif et ils remarquent à ce sujet que des inégalités sociales existaient bien avant l'apparition de l'État et que le maintien de ces inégalités n'a pas été un objectif avoué ou caché de l'État primitif. Celui-ci apparaît lorsque d'autres facteurs entrent en jeu comme la démographie, la guerre, etc., aucun de ceux-ci n'étant pourtant essentiel et chaque cas obéissant à ses propres équations entre les divers facteurs. L'échantillon ne contient aucune cité — État — si l'on excepte les Yoruba mais ceux-ci sont plutôt des villes-royaumes — et il semble bien que les cités n'ont pas nécessairement un rôle formateur dans l'apparition de l'État primitif. Si de multiples raisons ainsi que de multiples chemins mènent à la formation de l'État, une caractéristique générale que l'on retrouve dans tous les cas de l'échantillon est la présence d'un souverain et, au moins dans le stade de formation, l'État c'est d'abord le souverain. Ce point certainement fait problème pour les ethnologues, à tout le moins pour ceux qui ne tiennent aucune structure politique pour 'naturelle' ni plus 'rationnelle' qu'une autre. La présence massive de souverains dans l'État primitif, le peu de représentativité statistique de la cité-État et l'absence totale d'États républicains — qui semblent un phénomène récent et découlant d'États à souverains — devrait nous inciter à examiner plus en détail les idéologies qui entourent les souverains et qui justifient leur place et leur rôle. On a cru trop souvent résoudre la question en qualifiant le souverain de symbole de la nation ou, comme Marx (cité dans le volume par Khazanov), en affirmant que le despote personnifiait l'unité sociale, mais tout ceci présuppose un État au départ et on pourrait arguer que le problème du souverain se retrouve dans des sociétés antérieures, comme les chefferies par exemple, ce qui n'en fait pas dans ce cas un phénomène dérivé de l'État, et ceci d'autant plus que certaines idéologies relatives aux pouvoirs du souverain se retrouvent déjà sous la même forme dans les chefferies. Ceci ne veut pas dire que tout État dérive d'une chefferie par amplification, l'exemple des États équestres des nomades asiatiques le prouve ainsi que la formation d'États 'spontanés' créés par la conquête menée par des groupes lignagers difficilement réductibles à des chefferies, et c'est précisément là qu'une analyse comparative des idéologies particulières entourant le souverain dans ces États d'origine différentes serait de mise pour faire avancer la théorie des idéologies. C'est une des lignes de recherches futures, parmi d'autres, que nous suggère la lecture de ce livre riche et dense qui sera certainement une précieuse référence de base ainsi qu'un indispensable instrument de travail pour tous ceux qui sont intéressés par la question de l'État et de ses origines.

Jean-Claude Muller
Département d'Anthropologie
Université de Montréal